

**Daniel Cohen et Alain Bergounioux (dir.), *Le socialisme à l'épreuve du capitalisme*, Paris, Fayard – Fondation Jean-Jaurès, 2012, 379 p.**

**Noëlline Castagnez**

Un colloque, organisé par la Fondation Jean-Jaurès les 14 et 15 janvier 2011, s'est interrogé sur les rapports que le socialisme avait entretenus avec le capitalisme et sur la manière dont il pouvait se définir face à lui aujourd'hui. Son ambition était de dégager des perspectives futures grâce à un regard rétrospectif. Cet ouvrage, qui en est issu, sous la direction de l'économiste Daniel Cohen, président du Conseil d'orientation scientifique de la Fondation Jean-Jaurès et de l'historien Alain Bergounioux, directeur de *La Revue socialiste*, revient non seulement sur les doctrines et les discours socialistes mais aussi sur les politiques préconisées par les partis ou menées par les gouvernements socialistes européens depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. L'approche se veut résolument pluridisciplinaire et internationale puisque le livre réunit une vingtaine d'historiens, de sociologues et de politistes, venus de toute l'Europe. Tout à la fois, il offre une périodisation claire, des études de cas en dehors de l'hexagone et une définition de l'identité du socialisme dans ses continuités et ses adaptations au capitalisme mondialisé. Le lecteur d'*Histoire@Politique* y trouvera un complément bienvenu au dossier du n° 13 (janvier-avril 2013) de la revue sur [« Les socialistes français face au réformisme »](#).

L'ouvrage évalue la part d'actualité qui demeure dans les trois critiques fondamentales que, dès l'origine, le socialisme a énoncées à l'égard du capitalisme : la critique économique qui reconnaît l'augmentation de la production due au système mais qui lui reproche une inégale répartition des ressources, auquel on ajoute, depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les risques pour un développement durable ; la critique sociale contre un système injuste ; et la critique morale, voire esthétique, de la destruction du lien social au nom d'un « calcul égoïste ». Les auteurs mettent en lumière quatre périodes, avant de proposer, dans une dernière partie, des synthèses thématiques.

Au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, les socialistes pensent que la solution contre la combinaison de la propriété et de l'économie de marché réside dans la socialisation des moyens de production, au besoin par la violence – avec le long débat entre réformistes et révolutionnaires. Ils espèrent ainsi obtenir une société d'abondance, régulée et, à terme, sans classes. Si Marx croyait à l'implosion inéluctable du capitalisme (G. Grunberg), le syncrétisme de Jean Jaurès constitue un tournant en proposant de jouer de son ambivalence dans le bon sens grâce au gradualisme (M. Fontaine) ; de même, la Société fabienne (1884-1914) en Angleterre devient le fer de lance du réformisme (E. Jousse). En France, contrairement à la Belgique – et à d'autres pays européens –, la résistance concrète des syndicats et des mutuelles tarde à se mettre en place à cause de la loi Le Chapelier (M. Dreyfus).

Progressivement, la socialisation des moyens de production est donc abandonnée, surtout après la révolution bolchevique. Dans l'entre-deux-guerres et surtout face à la crise de 1929, les socialistes se demandent s'il est possible de diriger l'économie capitaliste. L'idée qu'il faut jouer des cycles budgétaires, équilibrer le pouvoir dans l'entreprise, développer la protection sociale et réguler le marché du travail fait son chemin dans les partis de la II<sup>e</sup> Internationale – avec une mention au planisme du belge Henri de Man, trop souvent méconnu (M. Margairaz), dans les syndicats européens (M. Grazzia Meriggi) et chez Léon Blum (S. Berstein). Car le socialisme commence alors à s'intéresser à la pensée d'un économiste, pourtant libéral, Keynes, comme le montre la Suède des années trente (O. Appelqvist).

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Keynes procure ainsi une doctrine économique aux socialistes européens, en particulier scandinaves, qui pensent avoir enfin trouvé la quadrature du cercle. C'est le temps du compromis social-démocrate où l'État-providence, théorisé par Anthony Crosland (John Crowley), régule l'économie capitaliste et en redistribue les richesses en trouvant un équilibre entre démocratie et économie de marché, syndicats et patronat (J. Crowley). Si, en France, on assiste à l'acculturation progressive du PS à l'État planificateur (M. Fulla), alors que CFDT, PSU et Rocardiens préconisent l'autogestion (F. Georgi), le parti social-démocrate allemand adopte le programme résolument réformiste de Bad Godesberg dès 1959 (B. Bouvier). Notons que cette mise au point permet de redonner du contenu à la formule quelque peu galvaudée de « faire son Bad Godesberg ». Parallèlement, émergent les critiques du « capitalisme d'abondance » qui, avec J.-K. Galbraith ou M. Harrington en pointent les limites (H. Thomas).

Enfin, depuis les crises des années soixante-dix puis le déploiement de la mondialisation, les équilibres de la période précédente sont remis en cause. La croissance faiblit ; les États, bien qu'influents, n'ont plus les moyens d'intervenir avec efficacité ; syndicats et patronats ne réussissent plus à réaliser de compromis. Le socialisme réformiste européen se cherche, qu'il adopte le « tournant de la rigueur » par pragmatisme comme en France en 1983, ou qu'il élabore une Troisième voie comme en Angleterre (J. Andersson). Il doit faire face aux enjeux de la construction européenne, avec les questions du poids de la gouvernance européenne (G. Moschonas) ou d'une législation sociale par-delà les frontières nationales (D. Fassin). Comment, dans ces conditions, gouverner la mondialisation, si ce n'est grâce à une gouvernance mondiale, s'interroge alors le directeur de l'IFRI (J. Mistral) ?

Une dernière partie, enfin, présente des synthèses sur les critiques et les réévaluations face au capitalisme (C. Prochasson), les relations au mouvement social (M. Margairaz), le rôle de l'État (A. Bergounioux), la recherche de nouveaux modèles (M. Lazar) et les réactions à la mondialisation (F. d'Almeida). Ainsi, depuis 2008, le socialisme européen a bien conscience que le compromis social-démocrate des décennies précédentes n'est plus satisfaisant. La crise financière a montré qu'une régulation était nécessaire à toutes les échelles, nationale, européenne et mondiale. Il y a une aspiration chez les socialistes à redonner à la puissance publique la capacité de rétablir un compromis entre les forces sociales et l'économie de marché. Dans la mesure où une régulation mondiale est fort délicate à obtenir, c'est aux échelles européenne et nationale que les socialismes doivent faire porter tous leurs efforts. D'après les auteurs, les socialismes ne doivent donc pas renoncer à ce qui fait leur identité originelle : une perspective d'égalité et de justice sociale.



***Histoire@Politique. Politique, culture, société*** – Rubrique « Comptes rendus – ouvrages ».  
Mis en ligne le 22 avril 2013, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Il s'agit donc d'un ouvrage riche, bien qu'un peu inégal – mais c'est la loi du genre, et qui, en réponse au livre de Jérôme Grondeux (*Socialisme : la fin d'une histoire ?*, 2012), montre que, en relisant son passé, le socialisme européen peut poser avec clarté les problèmes d'aujourd'hui.